

*Questions orales***L'AGRICULTURE**

LES MESURES DEMANDÉES POUR AIDER L'INDUSTRIE AGRICOLE

L'hon. John Wise (Elgin): Madame le Président, je peux donner un exemple d'un secteur économique où la situation n'est pas idéale. Ma question se rattache à celle que mon collègue, le député de Bruce-Brey, a soulevée aux termes de l'article du Règlement 43. Pendant que le ministre de l'Agriculture se débat avec sa conscience, tout en envisageant calmement son avenir, je vais m'adresser au ministre des Finances s'il veut bien m'écouter.

Je suis persuadé que le ministre, informé par son collègue le ministre de l'Agriculture, sait fort bien que les taux d'intérêt, le coût élevé des facteurs de production et la faiblesse des prix ont précipité les agriculteurs dans une impasse financière. Étant donné la gravité de la situation, le ministre des Finances voudrait-il décréter immédiatement un moratoire sur les faillites et les saisies agricoles? En second lieu, voudrait-il débloquent immédiatement au profit de la Société du crédit agricole, une somme de l'ordre de 500 millions de dollars destinée exclusivement aux agriculteurs? Ce serait là une solution à court terme.

Des voix: Bravo!

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, je peux assurer au député que l'agriculture est un des secteurs économiques dont je tiens compte dans la préparation de mon budget. Je me suis entretenu à plusieurs reprises avec le ministre de l'Agriculture, avec des représentants des agriculteurs ainsi que des gouvernements provinciaux. Je vais profiter du budget pour m'occuper de l'ensemble de l'économie. Mais le député...

M. Crosbie: Vous allez les déposséder de tout, n'est-ce pas?

M. MacEachen: ... me propose-t-il maintenant de débloquent un demi-milliard de dollars en dépit des critiques que ne cesse de m'adresser son propre chef...

Une voix: Parlez-nous de votre taxe sur l'énergie?

M. MacEachen: ... et de l'ancien critique en matière de finances, concernant l'accroissement du déficit. Son parti m'exhorte plutôt à diminuer ce dernier. Il n'y a pas si longtemps, le chef de l'opposition me conseillait...

Des voix: Oh, oh!

M. MacEachen: ... me conseillait, par la voix de la radio, de réduire le déficit. Je suis bien prêt à examiner des propositions concrètes, mais je voudrais qu'on me propose quelque chose de plus sélectif, non pas des mesures qui alourdiraient gravement celle qu'évoque le député.

L'EXTENSION DU PROGRAMME DES OBLIGATIONS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES PETITES ENTREPRISES

L'hon. John Wise (Elgin): Ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Finances. Il est bien évident qu'en administrant un peu mieux, il pourrait trouver au moins un milliard de dollars de plus, sans parler du montant que repré-

sentera le nouvel accord national sur l'énergie. Je crois qu'il s'agit d'environ 50 milliards de dollars. Le ministre pourrait peut-être commencer à chercher de ce côté.

Des voix: Bravo!

M. Wise: Je me rends bien compte que le ministre des Finances est aux prises avec un problème difficile; mais lorsqu'il établira son budget, pourrait-il envisager d'accepter de relever le défi de la Banque de Montréal en ce qui a trait aux modifications qu'il faudrait apporter au programme des obligations pour le développement des petites entreprises? Pourrait-il aussi songer sérieusement à mettre en œuvre le principe des obligations agricoles de même que celui de l'étalement annuel des comptes fiduciaires? Pourrait-il prendre très sérieusement en considération ces trois recommandations?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, je connais bien la suggestion que la Banque de Montréal a faite en vue d'étendre le programme des obligations pour le développement des petites entreprises aux entreprises agricoles non constituées en sociétés. En fait, la Banque de Montréal se dit prête à mettre cet accommodement financier à la disposition des entreprises agricoles non constituées en sociétés pourvu que le ministre des Finances acquitte la facture. La semaine dernière, les présidents de deux banques m'ont fait une autre suggestion. Il s'agissait d'un programme qui laisserait au ministre des Finances et aux contribuables le soin d'acquitter la facture. Face à cela, j'aimerais que les banques fassent un peu plus d'effort pour trouver des programmes qui les obligent à cracher un peu.

Des voix: Bravo!

* * *

L'ÉCONOMIE

LES MESURES POUR AIDER LA RÉGION DES MARITIMES

L'hon. J. Robert Howie (York-Sunbury): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Étant donné l'augmentation sans précédent du taux de chômage dans les provinces de l'Atlantique—le taux y est le plus élevé au Canada—ainsi que la chute brutale du chiffre de la main-d'œuvre active; étant donné la fermeture d'entreprises de transformation du poisson, de scieries et de petites entreprises; et étant donné que les provinces maritimes sont frappées au premier chef par les taux d'intérêt élevés et par la politique de resserrement monétaire, dont les incidences négatives y sont les plus marquées et les plus durables, je voudrais demander au ministre des Finances s'il envisage de prendre immédiatement de nouvelles initiatives ou de mettre au point de nouvelles stratégies afin de s'attaquer à ces problèmes urgents.

Des voix: Bravo!

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Oui, madame le Président.